

15 CENTIMES
BUREAUX
ET RÉDACTION
10, rue de Valenciennes, 10
Téléphone, 10.000 à 10.010

Journal de Valenciennes

9
JUILLET 1920
Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tournai

LA RÉPONSE DÉFINITIVE DES ALLIÉS SUR LE DÉSARMEMENT DE L'ALLEMAGNE

Un éloquent plaidoyer POUR LES victimes de l'occupation

L'intervention de M. Pasqual à la Chambre
Nous avons signalé, dans le compte-rendu de la Chambre, l'éloquent plaidoyer de M. Pasqual, député du Nord, en faveur des victimes de la guerre, dans les pays occupés : otages, prisonniers civils, travailleurs forcés, prisonniers de Manbeuge, ayant vécu la vie des camps allemands. M. Pasqual, dès son



M. PASQUAL

retour en France s'est fait l'apôtre des pauvres martyrs dont il avait partagé le sort. Quand souffla la vague de déflation qui faisait dire à certains Français : « Qu'importe que la France soit allemande, une terre sera toujours à moi », ou encore : « cesses de travailler, c'est à l'Allemagne la guerre », M. Pasqual a dit à ceux-là que par sa parole se propageait l'ennemi, que c'était la France sous la servitude qu'il avait ennemi. Sa parole était si chaude et si vibrante, son accent si persuasif qu'il remuait les foules et les gagnait à sa cause.

Après un jour de quelle façon l'histoire a-t-elle traité les malheureux soldats et les innocents humanitaires des pays occupés, au régime effroyable des colonies de travail, M. Pasqual se donna tout entier au service des malheureux esclaves dont il chercha à adoucir le sort par ses interventions auprès des pouvoirs publics, par les conférences qu'il donnait à travers la France. Maintenant, c'est au Parlement qu'il s'adresse, et c'est qu'il s'agit de quelle époque. Au moment où se discutent les chiffres qui servent de base à notre relèvement, il intervient encore, sans perdre de vue, toutefois, la cause des prisonniers et des otages qu'il continue à servir.

LA RÉCEPTION DU GÉNÉRAL LYAUTEY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Paris, 8 juillet. — Jeudi a eu lieu, devant une brillante assistance, la réception éminente depuis plusieurs années, du général Lyautey à l'Académie Française. Dans son discours, le général a dit :



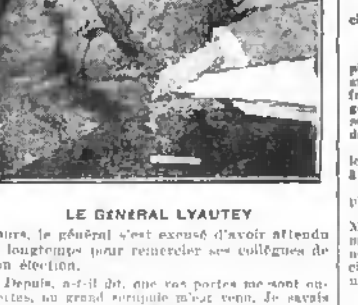
LE GÉNÉRAL LYAUTEY

Le général Lyautey est allé attendre et longtemps pour rencontrer ses collègues de son élection. Depuis, n'est-il dit, que vos portes me sont ouvertes, un grand bonheur m'est venu. Je savais trop que, si vous m'avez élu, ce n'était certes pas pour mes titres militaires, mais pour ceux qui m'ont permis de servir mon pays. C'est que vous avez voulu honorer, en moi, cette ardeur que je n'aurais pu éteindre sans me permettre de vous adresser un mot de remerciement.

Le général Lyautey fait ensuite longuement l'éloge de son prédécesseur Henri Houssaye, historien éminent et grand patriote. Il termine en faisant l'éloge du soldat de France qu'il a connu aux colonies, au Tonkin, à Madagascar et en Chine.

LA RÉCEPTION DU GÉNÉRAL LYAUTEY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Paris, 8 juillet. — Jeudi a eu lieu, devant une brillante assistance, la réception éminente depuis plusieurs années, du général Lyautey à l'Académie Française. Dans son discours, le général a dit :



LE GÉNÉRAL LYAUTEY

Le général Lyautey est allé attendre et longtemps pour rencontrer ses collègues de son élection. Depuis, n'est-il dit, que vos portes me sont ouvertes, un grand bonheur m'est venu. Je savais trop que, si vous m'avez élu, ce n'était certes pas pour mes titres militaires, mais pour ceux qui m'ont permis de servir mon pays. C'est que vous avez voulu honorer, en moi, cette ardeur que je n'aurais pu éteindre sans me permettre de vous adresser un mot de remerciement.

Le général Lyautey fait ensuite longuement l'éloge de son prédécesseur Henri Houssaye, historien éminent et grand patriote. Il termine en faisant l'éloge du soldat de France qu'il a connu aux colonies, au Tonkin, à Madagascar et en Chine.

Le Budget des Régions libérées est voté

Paris, 8 juillet. — La séance est ouverte à 9 h. 40, sous la présidence de M. Arago. Les TRAVAUX COMMENCÉS PAR L'ÉTAT. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget des régions libérées. Parle en ce chapitre M. Luchaire, ministre des Travaux publics, chargé par l'Etat. M. Revaux se félicite que le ministre ait pu s'occuper de réduire les travaux au strict minimum.

Le chapitre 25 (services d'entretien des travaux pris en charge par l'Etat) débute au personnel (25 millions), est adopté.

La reconstruction des habitations pour les sinistrés

M. Watterlot, rapporteur des chapitres 26 (service des sinistrés) et 27 (service des sinistrés), déclare :

M. Luchaire, ministre des Travaux publics, déclare :

M. Revaux, ministre des Finances, déclare :

M. Luchaire, ministre des Travaux publics, déclare :

Le Budget des Pensions

Paris, 8 juillet. — La séance est ouverte à 9 h. 40, sous la présidence de M. Arago. Le Budget des Pensions. L'ordre du jour appelle la discussion du budget des pensions.

M. Luchaire, ministre des Travaux publics, déclare :

LES GRANDS MUTILÉS

M. Luchaire, ministre des Travaux publics, déclare :

M. Revaux, ministre des Finances, déclare :

M. Luchaire, ministre des Travaux publics, déclare :

M. Revaux, ministre des Finances, déclare :

Les Habitations à bon marché

Paris, 8 juillet. — Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a déclaré qu'il n'y avait pas de doute que les habitations à bon marché seraient construites dans les régions libérées.

M. Luchaire, ministre de l'Intérieur, déclare :

CONTRE UNE ODIUSE PROPAGANDE

Paris, 8 juillet. — Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a déclaré qu'il n'y avait pas de doute que les habitations à bon marché seraient construites dans les régions libérées.

M. Luchaire, ministre de l'Intérieur, déclare :

M. Revaux, ministre des Finances, déclare :

M. Luchaire, ministre de l'Intérieur, déclare :

DERNIÈRE HEURE

LA CONFÉRENCE DE SPA COMMENCÉE OFFICIELLEMENT

Le texte de la décision sur le désarmement

LES SANCTIONS EN CAS D'INEXÉCUTION

Paris, 8 juillet. — Voici le communiqué officiel de la séance de l'après-midi :

La Conférence de Spa s'est réunie, jeudi à 16 h. 30.

Les délégués allemands ont reçu communication de la réponse des Alliés aux explications et propositions du Gouvernement allemand relatives au désarmement définitif de l'Allemagne prescrit par le traité de Versailles.

M. Lloyd George a exprimé la volonté des

Alliés d'obtenir enfin l'exécution jusqu'au bout de la décision prise à l'égard de l'Allemagne, au point de vue de la livraison ou de la destruction du matériel, et de la réduction des effectifs. Il a indiqué la mesure dans laquelle les Alliés tiennent compte des observations et difficultés exprimées par le Gouvernement allemand, mais il n'a pu se mettre en doute la nécessité et les intentions. Il a marqué, en même temps, que le nouveau délai accordé n'était qu'un délai de grâce, et que la décision serait prise dans les conditions prévues par les sanctions prévues.

Le désarmement

Voici le texte de la décision prise au sujet du désarmement, communiqué par les Alliés à la délégation allemande, qui aura jusqu'à vendredi 10 h. 30 pour la signer :

A CONDITION QUE L'ALLEMAGNE :

- 1) Procède immédiatement et de façon définitive à l'annulation et à la destruction des armes ;
- 2) Publie une proclamation exigeant la li-

LES ALLIÉS CONSENTENT

1) à prolonger jusqu'au 1er octobre, la période prévue pour la diminution des effectifs de la Reichswehr. A cette date, l'armée devra être réduite au chiffre de 150.000 hommes, comprenant, au maximum, six brigades de Reichswehr.

LES SANCTIONS

Si à l'expiration de la date avant le 1er janvier 1921, les Commissions alliées de contrôle en Allemagne, constatent que les termes du présent arrangement ne sont pas exactement observés, par exemple, si, à la date du 1er septembre, les effectifs de la Reichswehr sont supérieurs à ceux prévus par le traité, ou si la destruction et la livraison du matériel ne se poursuivent pas normalement, si le 1er octobre l'armée allemande n'a pas été réduite au chiffre de 150.000 hommes, com-

LES ALLEMANDS DOIVENT RÉPONDRE VENDREDI MATIN

Le docteur Von Simons, ministre des Affaires étrangères, a constaté qu'il n'était pas possible de continuer à discuter avec les Alliés sans appeler la délégation allemande à la discussion.

Il a ensuite commenté les paragraphes de la réponse des Alliés et déclaré solennellement que le Gouvernement allemand ferait tout son possible pour exécuter les conditions qui lui étaient posées et devrait, s'il n'y arrivait pas, en appeler les conséquences.

M. Lloyd George a répondu que pour que la Conférence puisse continuer ses travaux, il fallait que l'acceptation formelle du Gouvernement allemand fut officiellement constatée.

Le docteur Von Simons a déclaré alors qu'il était convaincu, vendredi matin, la réponse du Gouvernement allemand en même

LE GROUPE INTERPARIAMENTAIRE DES RÉGIONS DÉVASTÉES

Paris, 8 juillet. — Le groupe interparlementaire des régions dévastées s'est réuni jeudi matin, au Sénat.

Après avoir eu connaissance d'une protestation des fonctionnaires et agents de l'Etat contre la suppression de certains indemnités, le groupe a décidé de porter la question devant le ministre des Régions libérées.

Il a également décidé de faire une nouvelle démarche auprès du ministre des Travaux publics afin d'obtenir l'annulation du prix des briques.

Il s'est ensuite occupé des moyens propres à assurer la reconstruction des pharmacies dans les régions libérées, au chiffre de 20 millions de francs, en fin de compte, le groupe a exprimé le désir qu'une prompt solution soit donnée à la question des vestiges historiques à conserver.

LE RETOUR EN FRANCE DU CLÉBER BOXEUR CARPENTIER

New-York, 8 juillet. — L'Américain et champion du monde des poids moyens, le boxeur Cléber Carpentier, est retourné en France, le 7 juillet, par « La Touraine ». Avec un arrangement n'est intervenu, ce qui est contraire à ce qu'on avait dit.